

# Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur les relations économiques franco-tunisiennes et sur les réformes engagées en France, à Tunis le 29 avril 2008.

Madame la Présidente du MEDEF, Chère Laurence,

J'apprécie son courage. Je dis que pour la modernisation de notre société, il est utile d'avoir des partenaires sociaux. Quel courage de défendre leurs convictions ! Le courage, ce n'est pas si fréquent, les convictions elles ne sont pas si fréquentes. Quand les deux se rencontrent, c'est bien.

Monsieur le Président de l'UTICA,

Je peux faire les mêmes compliments, mais on se connaît moins.

Je voudrais vous dire combien je suis heureux d'être ici parmi vous.

Je voudrais commencer en disant que j'ai conscience de la responsabilité particulière de la France. Il y a près d'un Tunisien sur vingt qui vit en France. 600 000 personnes, ce n'est pas rien d'incarner et de porter cet héritage-là.

Il y a 25.000 Français qui vivent en Tunisie, c'est une communauté qui croît de 10% l'an. C'est une responsabilité. Tant de Tunisiens en France, tant de Français en Tunisie, notre devoir est d'organiser les choses pour que ce mélange, cet échange ne soient pas une source de conflit, d'agacement, mais une opportunité pour apporter la rencontre entre nous deux sociétés.

La France est le premier partenaire économique de la Tunisie. Nous n'en tirons aucune gloire. Nous n'en demandons aucun droit. Nous savons que cette place nous est enviée. Nous sommes là pour vous dire que nous sommes prêts à nous battre pour la conserver et pour la conforter. Nous ne venons pas ici en Tunisie en nous disant nous avons des droits. Nous ne venons pas ici en Tunisie en pays conquis. Ce n'est pas parce qu'on vous aime, ce n'est pas parce qu'on vous connaît, ce n'est pas parce que nous y avons des intérêts multiples 7 milliards d'euros d'échanges l'année dernière, la Tunisie est pour nous un immense partenaire commercial, le 20ème pour la France dans le monde. La Tunisie est pour nous plus importante que de nombreux pays européens. Nous avons plus d'échanges avec vous, les Tunisiens, qu'avec les Brésiliens, qu'avec les Indiens, qu'avec la Corée. Les échanges entre la France et la Tunisie se comparent à ceux de la France et de l'Algérie, de la France et du Maroc, pays pourtant sensiblement plus peuplés. Et je sais bien que du côté tunisien, on doit quand même être important, puisqu'on représente 40% du total des échanges avec le reste du monde. La France est votre premier client, votre premier fournisseur, votre premier investisseur et le premier à appuyer dans ses efforts de développement. C'est cela la France et la Tunisie. Ce sont des chiffres et des réalités humaines, les deux ensemble. Alors qu'est-ce qu'on fait avec cela ?

Il y a une entreprise française qui se crée ou s'agrandit tous les cinq jours ici, en Tunisie. 100 000 emplois directs en Tunisie ! Et cela va encore s'accélérer avec les décisions opportunes qu'a pris la Tunisie d'acheter 19 Airbus, c'est quand même une bonne nouvelle ! Si moi je ne me bats pas pour défendre les intérêts économiques de la France, qui le fera ? J'en vois tant d'autres, -je ne cite personne- où il y a des responsables d'Etat qui sont mobilisés derrière les entreprises, nous aussi. Parce que la France, elle change. Je vais en dire un mot. Et on installera une usine ici, en Tunisie, dans l'aéronautique qui emploiera près de 2 000 personnes, parce que ce que je suis venu défendre. c'est une première idée. une idée très importante. Et en Asie. ils ont su.

...elle sera devenue, c'est une première fois, elle sera très importante. Et elle sera, me semble-t-il, entre les pays riverains, s'intégrer et se compléter. Et le drame de la Méditerranée, il est dans un chemin inverse où l'on s'oppose et on s'exclut. Vous avez une main d'oeuvre qui ne demande qu'à être formée. Nous avons beaucoup d'intelligence et beaucoup de formations. Ensemble, le nord de la Méditerranée et le Sud de la Méditerranée, peuvent créer un pôle gagnant-gagnant qui concurrencera l'Asie. Voilà cette idée que je suis venu défendre, pas les uns contre les autres, les uns avec les autres. Et c'est cela le partenariat.

Je ne suis pas venu pour faire une petite tournée, vendre le maximum de choses, vous considérer comme une banque, prendre le plus de profit, m'en aller et oublier ce qui va se passer demain. Cela, c'était l'ancienne façon de faire. Il y a une nouvelle façon de faire, celle qui bâtit ensemble. Il n'y a pas de bon accord si les deux ne sont pas contents. Il n'y a pas un bon avenir pour l'Europe si l'Afrique, en général, et l'Afrique du nord, en particulier, ne connaissent pas le développement. Et, ensemble, avec votre main d'oeuvre, avec nos écoles, nos universités, avec ce que nous échangerons, nous pouvons créer un modèle qui triomphera dans le monde entier. Et c'est la raison pour laquelle -malgré les polémiques qui m'importent bien peu- j'ai voulu signer l'accord cadre sur le nucléaire. L'énergie nucléaire, c'est l'énergie du futur. Dans 40 ans, dans 50 ans, il n'y aura plus de pétrole, et dans un siècle, il n'y aura plus de gaz. On peut s'agiter, on peut dire ce que l'on veut, c'est une réalité. Ce n'est pas simplement les éoliennes qui remplaceront le gaz et le pétrole. Il faut les énergies renouvelables. Et on a travaillé ensemble sur les énergies renouvelables. Et, d'ores et déjà, la France est un des premiers pays d'Europe pour l'investissement des énergies renouvelables.

Mais mes chers amis, le nucléaire c'est l'énergie du futur. La France vous dit que sa technologie qui est l'une des plus sûres du monde, elle est décidée à la mettre au service du développement de vos économies. Parce que sans énergie, vous ne connaîtrez pas la croissance. Sans croissance, vous n'aurez pas de développement, vous aurez la misère, le sous-développement et le chômage et donc le terrorisme, parce que tout est lié. L'énergie du futur, elle est aussi pour l'Orient, elle est aussi pour les pays arabes, parce qu'il n'y a aucune raison de condamner l'Orient et les pays arabes au sous-développement. Ce n'est pas votre intérêt et ce n'est pas le nôtre. Voilà ce que dit la France à ses amis tunisiens.

Je n'accepte pas d'ailleurs cette partition du monde qui reviendrait à dire vous les Européens, vous avez droit au nucléaire civil et vous, les Africains, vous n'y avez pas droit. Avec cela, on construit le choc des civilisations. Avec cela, on construit l'incompréhension, et avec des raisonnements aussi stupides, on construit un monde instable. J'ajoute que l'Europe ne connaîtra pas la stabilité si vous ne connaissez pas le développement.

Voilà pourquoi il faut s'unir. Voilà pourquoi il faut s'ouvrir. Voilà pourquoi notre devoir est de raffermir les liens entre vous et nous.

Ce qui est curieux, c'est pourquoi cela n'a pas marché. Parce qu'au fond, l'idée que défend la France d'Union pour la Méditerranée n'est quand même pas si originale, qu'il ait fallu attendre tant de temps pour la porter et la développer. J'y crois, j'en ai parlé dans ma campagne présidentielle, j'en ai parlé le jour de mon élection. Et, depuis, pas un jour ne passe sans que j'essaie de porter cette idée d'Union pour la Méditerranée.

Pourquoi cela n'a pas marché ? Cela n'a pas marché pour deux raisons, me semble-t-il. La première, c'est que nous les Français, nous les Européens, on avait tendance à considérer que la Méditerranée c'était le passé, la nostalgie, éventuellement la culture, en aucun cas l'avenir. Et, avec un raisonnement pareil, on a tourné le dos à notre avenir alors que la Méditerranée, c'est là où se joue tout, la réussite la plus spectaculaire ou l'échec le plus tragique.

Et puis on a fait une seconde erreur, me semble-t-il. C'est qu'on a vu cette mer intérieure en quelque sorte, en se disant il y a un rivage qui est noble et un qui l'est moins. Je ne précise pas lequel. Il y a un rivage où l'on décide, il y a un rivage où l'on subit. Il y a un rivage où l'on invite, il y a un rivage où l'on est invité, si on est bien élevé. C'est une négation de ce qu'est le monde aujourd'hui. Il n'y a pas les pays en première division et les pays en seconde division. Il y a des pays qui sont égaux en droit et en devoir. Il y avait beaucoup de choses dans le processus de Barcelone. Et pourquoi cela n'a pas bien marché ? Cela n'a pas bien marché parce qu'il

consistait, le processus de Barcelone, à ce que les pays européens se mettent d'accord entre eux et disent aux pays du sud de la Méditerranée : voilà, c'est à prendre ou à laisser. Et on s'étonnait que les pays du sud ne viennent pas au rendez-vous. On les consultait sur si peu de choses.

Toute l'idée de la France, ce n'est pas de nier l'acquis de Barcelone, c'est de tirer les conséquences des échecs de Barcelone pour créer un nouveau processus qui soit tout Barcelone plus la leçon de Barcelone. Et, parmi ces leçons, il y en a une que je tire, qui me semble évidente. C'est que si l'on veut que l'Union pour la Méditerranée marche, il faut que chaque Etat de la Méditerranée se sente respecté, se sente considéré, que les deux rives soient à égalité et qu'il y ait donc un système de co-présidence de l'Union pour la Méditerranée, présidé par un pays du nord, présidé par un pays du sud. Qu'il y ait un système de secrétariat avec un secrétariat général et un secrétariat général adjoint, l'un du nord et l'autre du sud, à identité et à égalité de droit et de devoir. A ce moment-là, il y a un avenir pour nous.

J'ajoute que l'on s'est beaucoup battu sur les questions de gouvernance. On adore parler des questions de gouvernance. Moi, je crois qu'il vaut mieux que l'on se batte sur des questions de projets comme faire de la Méditerranée la mer la plus propre au monde. Pour cela, on a besoin du nord et du sud. Essayer de créer ce que les Européens ont su créer avec EURATOM, l'énergie nucléaire de la Méditerranée. Essayer de créer ce que les Européens ont créé avec ERASMUS pour que tous les étudiants de la Méditerranée puissent étudier dans toutes les universités de la Méditerranée, au lieu de s'opposer sur des questions si sensibles que l'immigration.

Gérons ensemble les flux migratoires pour que vous, Tunisiens, soyez assurés qu'on ne pille pas vos élites. Et que nous, nous puissions accueillir ceux à qui nous pouvons donner un travail et un logement. Voilà l'esprit de l'accord négocié et signé par Brice HORTEFEUX. Gérons-le ensemble. Et quant aux questions de sécurité et de terrorisme, qui peut penser que l'Europe serait plus heureuse avec un régime taliban en Algérie, en Tunisie, sans parler du Maroc ? Est-ce que vous croyez que les questions de sécurité qui sont les vôtres ne sont pas aussi les nôtres, quand on considère et l'on connaît l'importance des échanges entre nos deux pays ?

Voilà pourquoi, Mesdames et Messieurs, je suis venu avec la délégation importante qui m'accompagne parler d'avenir avec vous, parler à des amis. Mais ce n'est pas parce que vous êtes des amis qu'on peut faire n'importe quoi et n'importe comment. C'est parce que vous êtes des amis que nous avons une histoire commune, qu'on doit faire mieux et plus avec vous.

Je ne suis pas exactement le discours qui m'a été préparé, c'est vrai. Pour ceux que cela intéresserait, en résumé c'est assez rapide : on est les meilleurs, on a les meilleures entreprises, dépensez sans compter et on sera au rendez-vous, grosso modo, merci pour les contrats d'hier et pensez bien au contrat de demain, c'est à peu près cela !

Je suis venu vous dire autre chose. C'est vrai, tout cela est vrai, Dominique, c'est vrai, notamment pour le réseau ferré régional de Tunis, naturellement j'ai fait passer le message. Mais je suis venu vous dire autre chose, c'est que la France est en train de changer. Et je souhaite, amis tunisiens que vous le compreniez. Nous ne sommes pas venus ici vous dire : voilà ce que vous devriez faire, parce que la France ne donne pas de leçon. La France essaie de comprendre des réalités. La France essaie de s'insérer dans l'histoire qui est la vôtre, la jeune histoire qui est la vôtre. La France peut vous dire : voilà sur tel point ou sur tel autre, nous pensons que le bon chemin, c'est celui-ci. La France sait qu'elle a des efforts à faire. La France sait qu'elle a perdu du temps. Et la France ne sera entendue dans le monde que si elle sait être exemplaire. La France sera entendue lorsqu'elle dit aux autres de faire des réformes si la France sait faire ses réformes. La France sera entendue des autres sur toutes les questions, y compris les plus sensibles, y compris les droits de l'Homme, si, elle-même, fait des efforts. Et la France, croyez bien, sait parfaitement que tout ceci est difficile, complexe. Mais nous sommes en train de changer. Et, souvent, on a décrit mon pays comme un pays rétif au changement. Nous sommes en train d'apporter la preuve contraire.

Des années durant, on a convaincu les Français qu'il fallait moins travailler avec le succès qu'on connaît. Remarquez, moi j'aime beaucoup, je trouve un point très positif aux 35 heures, c'est qu'il n'y a pas besoin de brevet pour protéger cette idée. Un conseil, voilà, ne le faites pas. Nous,

on s'en occupe.

J'ai voulu qu'on réhabilite le travail en France, parce que c'est une des informations de ce monde nouveau. Il y a 50 ou 60 ans, il y avait les pays qui avaient tous les droits. Il leur suffisait d'avoir un climat tempéré et une histoire ancienne. Et ils étaient garantis de leur place. Ce qui a changé, c'est que ces meilleures places -et c'est bien ainsi- tous les pays peuvent y accéder. Peu de population, un climat qui n'est pas tempéré, si les peuples sont décidés à travailler à inventer, à chercher eux aussi, peuvent avoir cette place au soleil.

Donc, nous voulons réhabiliter le travail et nous le faisons de toutes nos forces. La France change. L'autonomie des universités est en train de se faire pour qu'on ait de meilleures universités, la réforme des retraites est en train de s'engager après la réforme des régimes spéciaux. Une démocratie sociale -et je veux le dire à Laurence PARISOT comme à nos partenaires- la démocratie sociale est en train de se moderniser depuis quelques mois comme jamais depuis la libération. Ce n'est pas un sujet qui passionne spontanément et pourtant c'est un sujet sur lequel je veux revenir. C'est exceptionnel ce qui est en train de se passer. Les partenaires sociaux qui ont décidé eux-mêmes librement la rupture par consentement mutuel et les législateurs comme le gouvernement, nous suivrons les partenaires sociaux.

Imaginez ce que cela signifie dans un pays où on adorait la palabre pour mieux refuser le dialogue. Ils ont fait cela seuls. Lorsque j'ai fait campagne et que je promettais la fin du monopole de présentation au premier tour, tout le monde me disait que c'était impossible. Ils l'ont décidé. Lorsque je me présentais aux élections présidentielles et que je disais : ce n'est pas possible, les critères de représentativité doivent changer, on ne peut pas rester assis sur les critères issus de l'attitude des centrales syndicales pendant la seconde guerre mondiale. Ils l'ont décidé. Ils en changent.

La démocratie sociale est en train de se réformer de façon considérable. C'est un moment de réforme peut-être sans précédent depuis 1958 qui est engagé. Il y a eu en tout et pour tout neuf jours de grèves nationales. Je n'appelle pas à plus. Mais je veux rendre hommage aux partenaires sociaux, salariés comme patronaux.

La France change, la France bouge. La France est dynamique. La France ne contemple pas son histoire avec nostalgie. La France est en train d'êtreindre son avenir. Et la France veut le faire avec des pays jeunes comme le vôtre. Et c'est cela le message que nous voulons vous adresser. Nous voulons travailler avec vous. Travailler avec vous économiquement, culturellement. Nous voulons accueillir vos étudiants. Nous voulons échanger comme on le fait pour l'université Paris-Dauphine. Nous voulons politiquement construire avec vous un monde meilleur. Il n'y aura rien de plus catastrophique que cette opposition entre les pays européens et les pays arabes. Au nom de quoi ? Alors que nous avons pendant tant d'années vécu ensemble. Nous voulons travailler avec vous. Pas comme une puissance post-coloniale, mais comme une puissance qui partage avec vous une communauté de valeurs à égalité. Nous voulons nous aussi être un pays jeune. Nous voulons nous aussi un avenir pour nos enfants et nos étudiants.

Voilà, mes chers amis de Tunisie ce que je souhaitais vous dire. Je n'ai pas l'impression de revenir au pays en venant ici. Moi, je n'ai pas eu cette chance, n'est-ce pas Philippe !

Evidemment, quand on se promène dans la baie de Tunis, lui et moi, on n'a pas tout à fait les mêmes souvenirs. Disons que les siens sont plus romantiques...

Mais, dans la délégation qui m'accompagne -Philippe ne m'en voudra pas de dire cela- il y en a beaucoup qui portent cet attachement viscéral à la Tunisie. Moi qui ne suis pas né en Tunisie, qui n'y ai pas vécu, je veux vous dire que quand je suis ici, je me sens dans un pays très proche du mien. Et tous ces souvenirs et toute cette ouverture et toute cette gentillesse, je veux vous dire que cela nous touche. Et croyez bien, mes chers amis tunisiens que la Tunisie est aimée en France et que la France veut être aimée en Tunisie. Et que la France a parfaitement le sentiment qu'une partie de son avenir se joue dans votre réussite.

Et j'aimerais tellement que vous compreniez que, pour nous, ce n'est pas vous ou nous, vous contre nous, c'est vous et nous pour un même avenir, pour un même destin, pour un même développement et pour le bonheur du peuple français et du peuple tunisien. Je vous remercie.